





LES RÉFLEXES  
DU PASSANT

## Nos Conseillers

Le Palais-bourgeois, comme le Luxembourg, était jadis chassonné. Qui va reprendre le luth ? de n'ai jamais tant regretté ne point savoir rimer : conseiller avec fumier, politicien avec bourrique, etc.

Certes, chaque « citoyen » sait que les conseillers sont des « conseillers » et, selon l'usage, que les conseillers ne sont pas les payeurs ; la feuille d'impôt ne dit pas, hélas ! combien ces conseillers coûtent aux contribuables.

Ils sont 315 ; chacun touche 685.000 francs par an. Jolie somme annuelle : 216 millions ; pour la législature, plus de 1 milliard.

Chaque citoyen français, en se levant, doit se dire à la sueur de son front, le valse verser ma part des 685.000 francs que coûtent par jour les 315 conseillers. Chaque jour, le travailleur doit comparer en paie avec celle de son conseiller, qui est de 1.876 francs. Mais chaque travailleur

doit diffuser ces chiffres, pour que chacun comprenne bien que le prélevement parlementaire est une dime beaucoup plus lourde que celle de jadis et contre laquelle les Jacques et les Bonhommes se sont soulevés.

Dans cette propagande quotidienne, et c'est un minimum, il faut faire remarquer que le conseiller ne siège pas tous les jours, qu'il a de nombreux congés payés ; que, lorsqu'il est en séance (ce qui est rare), ce ne dure pas longtemps, qu'il peut faire son courrier, aller à la buvette, ou même rouquiller, les autres parlementaires de la foire électorale, sont muets la plupart du temps au conseil ; ils se font mettre en congé, et ils s'en vont, voyageant à l'œil, soignant leur réélection, s'occupant du marché noir ou de leurs petites affaires personnelles.

Vous voulez un exemple de conseiller professionnel (car si c'est une profession, c'est la seule où l'on se vote ce qu'on encaisse). D'était à la fameuse séance : on examinait un crédit de 10 milliards — mais oui, les militaires. L'Officiel ne dit pas combien ils étaient en séance, mais,

par contre, il nous apprend que huit ont voté le crédit et que 307 se sont abstenus. En conséquence, à l'unanimité du huit voix, les 10 milliards furent votés.

Il blâme les 307 abstentionnistes en tant qu'anti-votant. Ils ont sollicité des suffrages pour être élus ; ayant le titre, ils doivent voter pour ou contre, car ce sont les deux seules voix possibles ; leur rôle est bien de « fabriquer » ou de refuser de « fabriquer » les lois. Ou irions-nous si ce système de s'abstenir se généralisait ? On paierait pour rien tous ces conseillers. Autant n'en nommer que huit. Que diriez-vous, si le conseiller même inutile des qu'il se réfugie dans l'absentéisme. Autant nommer deux représentants du peuple : un qui dirait toujours oui, voterait « pour » et un autre qui dirait toujours non, voterait « contre ». Pas de majorité possible.

Et je conclus avec Ramadier : « Pas de dictature de masse ni d'homme providentiel », mais j'ajoute : ni de conseillers qui votent comme quatre ou comme 20 millions.

Aliboron.

Exemple  
de Cégétisme

Nous sommes à Gavet, petite commune du département de l'Hérault où l'on construit un barrage sur le Drac, qui, à cet endroit, prend le nom de « La Touranche ». Parmi nous, et travaillant avec nous, il y a de nombreux Italiens. L'un d'eux, un contrat avec l'« Entreprise Industrielle », puissante compagnie qui exécute les travaux de construction du barrage. Ladite compagnie, profitant de la nombreuse main-d'œuvre italienne qu'un contrat léonin lui facilite et de la peur qu'ont les Italiens de retourner chez eux, puisque le bas c'est le chômage et la faim qui les attendent, non seulement les exploite et les presse à son gré, mais fait des conditions inacceptables aux ouvriers libéraux qui s'y trouvent.

C'est, comme toujours, les représentants de la C.G.T. qui font le jeu de l'Entreprise Industrielle, se transformant en gâcher-chouettes, tantôt des Italiens, tantôt des ouvriers libéraux. On sert le capital, on sert le peuple, c'est-à-dire, le prolétariat. Siot d'us par les moyens habituels, les salariés de la C.G.T. est délégué se voit octroyer un emploi de chef — de petit chef, car le prix de traîtrise est toujours misérable, comme misérable est la condition — qui le met au-dessus de ses copains de la veille. La C.G.T. et ces camarades jouent le vilain rôle de fournisseurs de troupeau humain aux entreprises exploitantes qui, pour s'enrichir, le pressent jusqu'au sang. Combien touchent-ils ? Les salaires sont bas, mais c'est le prix que perçoit le gang directeur de la C.G.T. ?

On emploie tous les moyens pour enrayer la production, ou ce qui revient au même, pour accroître les dividendes de la « compagnie », des injures plus honteuses, jusqu'au renvoi sans raison à des travailleurs qui travaillent à la journée, on voudrait faire rendre une production à la taxe ou à forfait.

Nous pourrions parler d'un type qui est un brave défenseur des ouvriers, il n'y a pas longtemps, c'est-à-dire en acceptant de servir l'entreprise comme petit chef, plutôt que de tous les jours, les camarades, comme ouvrier de file et de son rang. Voilà où nous a mené la C.G.T.

T. MACEL.

Chez les  
travailleurs  
de l'Etat

J'apporte à mon tour, un complément à l'article nous concernant, du « Libéraire » du 10 courant.

En 1946, les travailleurs de l'Etat ont été plus en plus dégoûtés de la Fédération cégétiste, cela va de soi, et le démontre, c'est l'évidence.

Pourquoi, parce que les « ouvriers horaires » qui sont en tête de cette Fédération, sont plus préoccupés de satisfaire les ordres de leur parti, sacrifiant la classe ouvrière.

Trois faits seulement le prouvent : Le droit de grève était virtuellement supprimé dans le projet du statut unique admis par cette Fédération en 1946, sans consultation de la base et le défilé qui se soit de me contre-dire sur ce point.

Les congés payés : cette même Fédération a elle-même proposé qu'ils nous soient accordés sur la base de 7 h. 30, alors que la journée légale est de 8 heures, donc en moins : 10 h. 30, toujours sans l'avis de la base.

Relations avec la Direction des Constructions Navales. Déclaration d'un secrétaire de syndicat à une demande d'intervention d'un de ses syndiqués : « Je préfère être bien avec le directeur qu'avec les ouvriers ».

Non, les ouvriers de toutes catégories n'ont pu se voir offrir confiance en de pareils individus, en cette malheureuse C.G.T. déshonorée par ces aventuriers. Les plus des ouvriers, des travailleurs de l'Etat, est dans la C.N.T. se réclamant des idées de ceux qui ont fondé le mouvement syndical en France, les Varlin, les Pelloutier, les Pouget.

Que partout, se fondent des syndicats afin de former une Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat, puisant en nombre et en action. Que les lecteurs du « Libéraire » qui s'y intéressent, écrivent à Paris, au siège de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne.

A. LE LANN, (Brest).

## A PROPOS D'UN REPORTAGE

Récemment l'un des reporters du journal *Combat* a en toute objectivité examiné la situation, sur la terre de France des exilés espagnols. Il a visité les différents camps qui existent encore, et aussi les collectivités (fermes modèles) administrées par nos camarades de la C.N.T. F.A.I. Des explications sérieuses lui ont été données. Nous n'avons pas un seul reproche à lui faire et il est nécessaire qu'il en fasse. A la fin de son reportage qu'il en fait un appel pour l'envoi

de fonds, dons, etc., à la Ligue des Espagnols et Victimes de la guerre d'Espagne. 33, rue de la Grange-aux-Belles.

Eh bien ! là, il n'a pas approfondi la question, car après avoir interrogé le plus souvent des camarades anarchistes soit de la C.N.T., soit de la F.A.I., il aurait dû regarder si les fonds envoyés à ladite ligue qui est d'obédience communiste étaient répartis, malgré leur adhésion, aux anarchistes victimes de la guerre d'Espagne.

Et aujourd'hui si la Ligue a de l'argent c'est pour faire vivre quelques blessés ou non, et la distribution est elle-même répartie à ceux qui les suivent.

Les anarchistes sont exclus de cette distribution, nous en avons une preuve récente.

Malheureusement, l'un de nos bons camarades espagnols, depuis plusieurs années à Carrières-sur-Seine, blessé depuis Toulon où la direction stalinienne en avait fait massacrer les miliciens, nous a écrit une lettre, nous a demandé des idées, nous a demandé si nous n'avons pas de nouvelles de la C.N.T. française, nous a demandé si nous n'avons pas de nouvelles de la C.N.T. espagnole.

Et bien ! nous nous répondons : nous n'acceptons pas, en son nom, votre salut fraternel. Nous ne sommes pas les frères de ceux qui ont tout fait pour la disparition de nos idées, soit en Espagne, soit en France où les stalinistes salissent cette C.N.T. française sœur de la C.N.T. espagnole.

Voilà ce que nous croyons nécessaire d'ajouter au reportage publié dans *Combat*.

GANDILLET Félix.

Si bien que l'unité ouvrière, nécessaire indispensable au triomphe de la lutte ouvrière, se heurte dès à présent à la nécessité de la rompre, dès l'origine, et avant même qu'elle existe, si l'on veut que cette lutte ait un sens socialiste véritable.

Aveugles volontaires, les socialistes de gauche, les uns complètement stalinistes, les autres sincèrement révolutionnaires, mais qui se trompent fondamentalement sur la conception bolchevique du socialisme, sont donc amenés à concevoir l'unité ouvrière, non plus comme la fusion de deux thèses qui se font concessions mutuelles, mais comme un ralliement pur et simple à la plateforme stalinienne. Et il ne peut y avoir aucune autre solution, car il n'y a pas de conciliation possible, de concessions à envisager, entre la tyrannie et la liberté. On est avec l'un ou avec l'autre. Libre à Guy Mollet, à Dechezelles, aux jeunes socialistes exilés, aux trotskystes honteux, de s'asseoir entre deux chaises.

Pour les éléments prolétaires qui se tiennent en dehors des partis, et qui se félicitent chaque jour d'être, cette conclusion qui constate l'impossibilité de l'unité, ne saurait cependant suffire.

Dans les conditions actuelles, c'est une obligation révolutionnaire de combattre au sein des masses le mythe de l'unité, la mystique unitaire. Mystique dangereuse parce que tentante pour un esprit superficiel ou simplement mal éclairé, comme c'est, hélas ! le cas des neuf dixièmes des éléments composant la classe laborieuse. L'unité d'action, qui se crée naturellement dans la lutte révolutionnaire pour la satisfaction des revendications quotidiennes ne saurait, sans danger, aller plus loin. Car, dès qu'intervient l'organisation ouvrière de masse, que ce soit le parti ou le syndicat (il va de soi que l'intervention de la C.N.T., inspirée par des motifs tout différents de ceux de la centrale syndicale polissée, n'est pas à mettre dans le même panier), l'unité d'action ouvrière est faussée à la base par l'utilisation politique qu'en font aussitôt les organismes en question.

Si l'unité ouvrière a été si facilement rompue sur le plan syndical par l'apparition de la C.N.T. et de fédérations syndicales autonomes, c'est que les éléments de l'avant-garde prolétarienne en ont ressenti la nécessité inéluctable.

C'est le cas aujourd'hui. Les propagandistes prolétaires véritables doivent être les ennemis acharnés d'une unité ouvrière, qui, dans les circonstances actuelles, ne peut avoir d'autre but final que la défense d'un Etat soi-disant ouvrier en U.R.S.S. ou sa création dans d'autres pays. Il n'y a pas, en fait, d'Etat ouvrier, et l'expérience prouve qu'il ne peut y en avoir. Il y a l'Etat tout court. L'Etat, avec sa police brutale, avec sa justice qui sera toujours une justice contre l'homme, avec son armée qui sera toujours une armée de répression, avec ses frontières, qui seront toujours des frontières à abattre, avec ses lois qui seront toujours des lois destinées à maintenir le prolétariat dans l'obéissance, l'Etat qui sera toujours notre maître, donc notre ennemi.

SOVIETICUS.

## HAUT-RHIN

## Dans le Papier-Carton

Il y a des méthodes que la C.G.T. ne peut empêcher de copier sur des procédés nazis. La liberté syndicale a cessé d'exister, et nous en avons des preuves accablantes.

Certainement on s'y rappelle certains procédés que les Allemands employaient pour faire payer les ouvriers en Alsace. Le syndicat unique de la « N.S.D.A.P. » (National Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei).

Aussi le sieur Aschbacher, leader communiste et cégétiste du Haut-Rhin, trouve-t-il tout naturel, par l'intermédiaire de ses valeurs qui se disent délégués, de faire rentrer le timbre syndical sur la paye des ouvriers, et ceci dans plusieurs entreprises de cartonnage et de papier de la région de Colmar.

Les bonzes cégétistes ont beau jeu, car la réaction des ouvriers est quasi-nulle, ces derniers ayant pris l'habitude, durant l'annexion, de se voir retirer leurs cotisations mensuellement pendant des années.

Une preuve de plus que le haut patronat est d'accord avec ces Messieurs de la C.G.T. pour museler la classe ouvrière.

Camarades du syndicat papier-carton, qu'attendez-vous pour condamner de tels procédés ?

Ralliez-vous autour du drapeau de la Confédération Nationale du Travail. La doctrine révolutionnaire est la seule menace sérieuse contre la conception capitaliste du monde.

## LE COIN DES JEUNES

## LA VOIX DES CHAMPS

## Sport et Jeunesse

## L'action directe

dans le  
Montségurais

Le 15 août a été une grande journée pour les Sports.

Tandis qu'à Nice se déroulait la Fête Fédérale de Gymnastique, près de Paris, le Jamboree battait son plein, et un peu partout il y avait des matches de football, des courses de motos, des courses de voitures, etc.

Que partout, se fondent des syndicats afin de former une Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat, puisant en nombre et en action.

Que les lecteurs du « Libéraire » qui s'y intéressent, écrivent à Paris, au siège de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne.

A. LE LANN, (Brest).

de la voix, les « athlètes » se sont créés ; mais, les Jeunes ? Ceux qui devraient être les amateurs de sport ? Car il y a deux sortes de jeunes : il y a les malheureux que l'on peut trouver dans les bistros, les bars, les cinémas, sur les gradins des stades et les sofas des salons ; et les autres, les virils.

Que pensent ceux-là des journées sportives du 15 août ?

Ceux-là en ont marre ! Ils en ont assez des sportifs exhibitionnistes, des sportifs compétitionnistes, des sportifs congratulateurs, des sportifs en peau de baudruche et aussi de ceux qui les paient, de ceux qui les sucent, de ceux qui les excitent comme de ceux qui les admirent.

Les jeunes veulent un vrai sport et pour cette journée du 15 août, ils se sont lancés sur les routes pour de grandes randonnées en montagne, ont pris leur kayak pour une longue descente sur la rivière grondante, ont été allés dans une crèche tranquille chasser le poisson et jouer sur la plage d'autres ont pris leur vélo et sont allés en excursion loin de la ville fumeuse.

Aucun n'a emporté le phono ou le poste de radio et si plusieurs ont pris l'appareil photographique, ce ne sera pas pour se poster devant en disant « Mas-tu vu ? »

Beaucoup de ces jeunes se sont égayés dans la région parisienne, mais ont fui Moisson et ses drapeaux et ses flonflons. Certains sont descendus jusque sur la Côte d'Azur et ont pu venir jusqu'à Nice où une auberge de jeunesse les accueillait. Magnifique A.J. à la hauteur de la somptueuse ville de Nice, diriez-vous ? Eh ! oui ! 15 lits pour les quelques 150 jeunes de passage et l'on couche un peu partout, sur les terrasses, dans les caves, dans le jardin, dans la rue pendant que se déroule la Grande Fête Fédérale de Gymnastique qui engloutit des millions.

Mais les jeunes en ont marre ! Ils veulent des Auberges de Jeunesse et point de casernes, ils veulent de l'équipement sportif sans taxe de luxe et point de fanfarnes, ils veulent les billets collectifs à tarif réduit et point d'urnes, ils veulent du bon pain et de bons sa laires et point de discours.

Se décidera-t-on à les écouter, ces jeunes ? Ou faudra-t-il qu'ils se fassent ; qu'ils aillent renverser ces téteux, brûler ces étendards, chasser ces perroquets, dévaliser les églises et vider les palais ?

Car je vous le dis encore une fois, les jeunes en ont marre !

LE TETU.

Dans le Montségurais se livrent des combats entre les exploités et les exploités, ceux-ci ne cherchant que l'exploitation de la classe laborieuse, et des méteyers. Ils sont soutenus par des juges qui sont encore pires qu'eux.

Nous avons, ces jours-ci, assisté à un jugement provoqué par les méteyers qui demandaient la loi des deux-tiers. A leur grande surprise, le juge la leur refusait.

Comme on lui demandait des explications, il a répondu qu'il ferait ce qu'il voudrait, et que ce ne serait pas les méteyers qui l'en empêcheraient.

Devant cette réponse, qui était une provocation, tous les assistants au jugement se sont solidarisés avec les méteyers et lui ont déclaré face à face :

« Puisque vous ne prenez ainsi, vous ne sortirez pas d'ici sans avoir signé la loi qui nous autorise à avoir les deux-tiers des produits ».

Devant notre attitude, ces messieurs, complices des exploités, ont voulu forcer le barrage que nous faisons pour gagner la porte. Mais ce fut impossible : le public la tenant fermée.

Alors, eux qui se montraient si arrogants, commencèrent à ouvrir de grandes yeux, à suer, rougir, à pâlir et à trembler. Il a fallu qu'au bout de deux heures les gendarmes viennent les délivrer.

C'est une leçon dont nous devons nous rappeler. Ce n'est que par l'action directe que nous arriverons à faire respecter nos droits, à nous libérer des patrons et des juges et à produire pour le bien de tous, comme c'est le désir des travailleurs de la terre.

VIV-URA.

Notre service d'abonnement étant réorganisé et fonctionnant à la satisfaction générale, chaque militant, chaque sympathisant doit être abonné. La bonne marche de notre mouvement en dépend.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2.

## F. A.

## Fédération Anarchiste

166, quai de Valmy, Paris XV.

Métro : Gare de l'Est.

Permanence tous les jours.

de 9 à 12 heures. Ordonné à 19 heures.

saut le dimanche.

Groupe du XV. — Réunion tous les

lundi 20 h. 30, Café-Bata, 44, rue du

Docteur-Roux.

Rajms. — Les camarades jeunes syma-

lisants libertaires, espérantistes, ajiées

peuvent s'adresser à R. Gérard, 14, rue

Jean-Pusot pour constituer un groupe

de 2. A.

10 REGION

Nantes. — Le jeudi 5 septembre, à 20 h. 30,

20, rue Jean-Jaurès, causerie par le cana-

diado Moreau. Sujet traité : « Le régime des

prisons ».

Invitation est faite à tous les membres

du groupe et à tous les sympathisants.

11 REGION

Lyon (Groupe Libre Examen). — Réu-

nion générale du groupe dimanche 21

août à 10 heures, 60, rue Saint-Man-

Attention prochainement changement de lo-

cal.

Lyon-Vaise (Groupe Germinet). — Réu-

nion du groupe jeudi 27 août, à 20 h. 30,

30, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-2.

Haute-Savoie. — Les camarades, ajiées

et abonnées du Libéraire de la Haute

Vallees de l'Arve : Salanches, Le

Fay-Saint-Gervais, le général Koursov, chef

des, Chamoni qui désirent se grouper

sont priés de s'adresser à Jean Balleger,

S.E.M., Les Houches (H.-S.), Téléphone :

9 Les Houches.

C.N.T.

Confédération Nationale

du Travail

39, RUE DE LA TOUR D'Auvergne

PARIS-20

METRO : ANVERS OU PIGALLE

Note du bureau confédéral

Tout ce qui concerne les secrariats

général, international, administratif et

de propagande, doit parvenir au siège,

39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-20.

C.N.T. — Commission administrative.

Le vendredi 29 août, à 20 h. 30, au siège.

Présence indispensable.

12 REGION

Syndicat des Méteux. — Prière aux res-

ponsables de passer prendre le journal au

siège à partir du samedi 30 août.

13 REGION

Constitution du Syndicat du Textile et

du Syndicat des Méteux à Roanne.

Pour tous renseignements s'adresser au

siège social de la C.N.T. Hôtel de la

Voire, 2, rue Albert-Thomas, Roanne.

le mercredi 18 h. à 19 h. ; le samedi

de 14 à 16 heures.

LYON. — C.N.T. — Le samedi 30 sep-

tembre, à 15 h. 30, précises, salle de la

Brasserie de l'Etat, cours Gambetta

(angle place Raspail, au 17<sup>e</sup> étage). Sym-

pathisants cordialement invités.

REUNIONS PUBLIQUES

ET CONTRADICTOIRES

2 REGION

GRUPE D'ARGENTUEIL

Samedi 6 septembre, à 20 h. 30

42, rue de Paradis

CE QUE FUT LA LIBERATION

DE PARIS

Les sympathisants sont invités

Le Groupe.

GRUPE BANLIEUE SUD

Dimanche 7 septembre, à 9 h. 30

54, Grande-Rue, Boulogne-Bellou

(Maison Collet)

Causerie par Duchemin sur

LA VIE DE BAKOUNINE

7 REGION

CLERMONT-FERRAND

Dimanche 7 septembre, à 9 heures

Maison du Peuple

Conférence de Fernand Granier

OU VA LA FRANCE ?

OU VA L'EUROPE ?

OU VA LE MONDE ?

8 REGION

SAINT-ETIENNE

Mardi 5 septembre, à 20 heures

Hôtel de Ville (Salle Jean-Jaurès)

Conférence de Fernand Granier

OU VA LA FRANCE ?

OU VA L'EUROPE ?

OU VA LE MONDE ?

9 REGION